

Lundi 19 Mai 2025

Maël DE CALAN n'est pas autorisé à contourner la démocratie.

Depuis le début du mandat départemental, Maël DE CALAN préside le Conseil départemental du Finistère avec une majorité extrêmement fragile : 28 élus issus des droites et du centre contre 26 élus de gauche, représentant la diversité politique du Finistère.

Dans certaines situations, les règles déontologiques imposent aux élus de se retirer temporairement des votes pour éviter tout risque de prise illégale d'intérêt – y compris dans des cas de coopération public-public. Cela suffit parfois à faire basculer la majorité. Ces situations ont, à plusieurs reprises depuis 2021, conduit à des équilibres modifiés et surtout à des compromis utiles pour faire avancer le Finistère.

Mais aujourd'hui, **le Président du Conseil départemental franchit des lignes rouges inacceptables.**

- **Le 6 mars dernier**, en séance plénière, alors qu'il n'avait pas de majorité pour faire adopter la fusion entre l'EPCC et le GIP, Maël DE CALAN a annoncé avoir fait **démissionner du GIP une élue de sa majorité, la veille au soir, à 23h**, pour maintenir sa majorité lors du vote.
- **Le 5 mai**, même scénario : en commission permanente, il annonce qu'il a fait **démissionner une élue du CAUE**, quelques heures avant le vote, afin de rester majoritaire pour baisser de 25 000€ le budget du CAUE.
- Concernant les **subventions aux Missions locales**, en 2024 comme en 2025, les baisses ont été adoptées uniquement **grâce à l'abstention des élus de gauche**, refusant de bloquer des budgets malgré leur profond désaccord.

Nous dénonçons avec gravité ces pratiques. Présider sans majorité garantie en permanence suppose **le respect du dialogue et du pluralisme**, pas **des manœuvres pour manipuler les équilibres démocratiques**.

Au nom du groupe Finistère et Solidaires, nous exigeons :

- **Le maintien d'un soutien stable au CAUE**, acteur clé de l'aménagement du territoire en lien avec les communes;
- **La restauration de subventions ambitieuses aux Missions Locales**, car l'insertion des jeunes ne peut être sacrifiée au profit d'une approche uniquement centrée sur le RSA ;
- **La fin immédiate de pratiques autoritaires et antidémocratiques**, visant à modifier les représentations dans les instances pour imposer des décisions unilatérales.

Ces dérives s'ajoutent à un climat préoccupant :

- réécritures contestables des procès-verbaux des commissions permanentes, attribuant l'initiative de vœux consensuels à la majorité alors qu'ils viennent des oppositions de gauche,
- exclusion des élus de gauche des processus de décision préparatoires aux séances plénières,
- **absences répétées d'invitations à des événements**, même dans les cantons où nous sommes élus.

Nous tirons la sonnette d'alarme.

À l'heure où les démocraties sont fragilisées partout en Europe, où le populisme progresse, il est **impératif de préserver un cadre institutionnel respectueux, pluraliste et transparent**, au risque d'outrager les Finistériens.

Le Finistère ne progressera que dans le respect, l'équilibre et le dialogue. Nous en sommes et demeureront les principaux défenseurs.

Kévin FAURE

Conseiller départemental du Finistère - Canton de Brest-1
co-Président de Finistère et Solidaires